

# LES ETRANGERS ET LEURS LANGUES A RENNES METROPOLE

## D'UNE SOCIOLINGUISTIQUE URBAINE A UNE SOCIOLINGUISTIQUE PRIORITAIRE<sup>1</sup>

### INTRODUCTION

Notre texte poursuit le dépouillement (Bulot, 2005, 2006<sup>2</sup>) des données relatives aux langues identifiées comme issues des migrations récentes sur le site rennais dans le cadre de l'ACI *Mémoire et mise en mots de l'habitat dit populaire*. L'hypothèse sociolinguistique qui prévaut à cette part de la recherche est que la mise en mots des corrélations entre langues perçues et habitat vécu recouvre *autant* des processus discursifs visant à inscrire un plurilinguisme spécifique voire identitaire dans l'épaisseur urbaine *que* des faits ségrégationnels, où discriminer des espaces par les langues revient à confiner les formes dites populaires dans les parties de la ville les moins valorisantes et ainsi exposer les formes hautes dans les zones valorisées. Le texte questionne aussi l'opérativité d'une recherche engagée auprès de Rennes Métropole (Mission politique de la ville, groupes « Accueil et intégration des populations étrangères » et « Prévention de la délinquance ») dans un contexte socio-démographique spécifique et exemplaire : Rennes est *la* ville d'accueil des migrants en Bretagne et connaît depuis peu un afflux, inédit par son ampleur, de population migrante sur le territoire communautaire. Ces deux moments distincts de la recherche sont eux-mêmes organisés sur trois axes concomitants : les rapports entre langues et espaces à Rennes pour faire brièvement état des résultats et de la recherche en cours, la demande de co-action de Rennes Métropole faite aux sociolinguistes, et enfin les effets d'une recherche-action sur la recherche fondamentale et le/la chercheur(e) ; ce dernier axe étant le fil rouge de la réflexion présentée puisqu'il engage à penser une *sociolinguistique prioritaire*.

En effet, si l'on admet que l'une des tâches sociales de la sociolinguistique urbaine est l'aménagement linguistique des territoires urbains (Bulot, 2001), nous croyons nécessaire de concilier<sup>3</sup> un point de vue glottonomique (Guespin, 1985) avec ce que, faute de mieux pour l'instant, nous nommons une intervention (Felder, 2007) sur les pratiques langagières liées au *prioritaire*, à l'une des modalités des politiques de la ville.

### DES LANGUES ET DES ESPACES A RENNES

#### *Les concepts en application*

Penser une co-action sur un tel sujet nécessite un cadrage théorique et conceptuel, en partie *ad hoc* et en partie issue des recherches précédentes. C'est là tout l'enjeu d'une démarche visant à co-agir sur les acteurs : les concepts doivent non seulement être analytiques – et donc disciplinaires – pour rendre compte des processus globaux relatifs aux langues mais encore synthétiques pour faire sens de la connaissance située du terrain qu'ont lesdits acteurs. En l'occurrence, pour aborder la pluralité des langues issues de l'immigration à Rennes, quatre axes problématisant/sés et corrélés ont été posés :

1. *altérité et discrimination* pour travailler la rencontre de l'altérité linguistique et langagière corrélée à la discrimination – des traits définitoires – tant positive que négative des langues et des personnes avec la discrimination des espaces socio-géographiques.

---

<sup>1</sup> Thierry Bulot, Université Européenne de Bretagne, ERELLIF-CREDILIF EA 3207, Université de Rennes 2.

<sup>2</sup> Le contexte de la recherche, le protocole d'enquête, les modalités d'analyse, le détail des conceptualisations figurent dans ces textes et – faute de place – ne seront pas détaillés ici. Merci au lecteur de s'y rapporter.

<sup>3</sup> Mais surtout de théoriser pour le dépasser dans une perspective de co-action *i.e.* d'analyses des interactions sociales entre acteurs.

2. *mémoire sociolinguistique et discours* pour acter que le choix des langues en usage ou seulement dénommées et des types d'interaction mis en œuvre sont à rapporter aux discours tenus sur les langues et les espaces qui leur sont dédiés,
3. *habitat et ségrégation socio-spatiale* pour souligner, dans les productions discursives, la distinction entre *habiter* comme l'action de s'approprier un espace et *l'habité* comme l'attribution d'un espace à un groupe, et enfin
4. *politique de la ville et intervention/aménagement* pour s'inscrire dans une dynamique sinon identique du moins proche de celle de l'aménagement durable urbain (Offner et Pourchez, 2007) prenant notamment acte de la participation des habitants aux actions par la prise en compte de leurs discours.

### ***La polarisation des espaces à Rennes et les langues nommées***

À partir d'une carte représentant le prix du foncier à Rennes, les locuteurs interrogés<sup>4</sup> ont hiérarchisé et polarisé les espaces selon deux critères associés : la maîtrise ou non du français et la présence d'étrangers. Sur l'ensemble des quartiers nommés sont ainsi remarquables négativement surtout Rennes Sud, puis Villejean, Maurepas et Cleunay, quartiers remarquables par la présence d'autres langues que le français. Ce que font apparaître les pratiques dénominatives est une sur-représentation de *l'arabe*<sup>5</sup> comme langue rennaise autre que le français. En même temps, ces discours masquent des faits essentiels a) une diversité des dénominations, b) une pluralité des identifications (le rapport à l'espace) et c) une variété des attributions locatives (les rapports *habiter/ habité*). La première langue nommée considérée des espaces urbanisés<sup>6</sup> fait par ailleurs valoir que même si ce sont les locuteurs de la rive sud (dont ceux de Rennes Sud) qui produisent le plus grand nombre de dénominations relatives à *l'arabe* (16,7%), ce sont les habitants-locuteurs du centre-ville qui produisent globalement le plus de dénominations qui y sont relatives<sup>7</sup>. Ceci est peu étonnant dans la mesure où le centre-ville rennais est l'espace de référence des normes. L'ensemble paraît ainsi homogène mais les attributions socio-spatiales font apparaître que les quartiers Villejean et Rennes Sud se partagent 91% de la totalité des langues dénommées. Le centre-ville est le lieu de l'anglais et Maurepas des langues asiatiques. La prise en considération de la deuxième langue nommée fait apparaître une diversité plus grande des attributions puisque apparaissent dès lors à côté de Rennes Sud (25% des items) et Villejean (16,7%) les quartiers Beauregard, La Poterie et Maurepas. Le *chinois* (ou les langues extrême-orientales) devient la première deuxième langue nommée (en dénomination stricte) avec 16 % des termes, même si *l'arabe* atteint 20% si on ajoute au 8% de la dénomination, les 8% de *langues maghrébines*, les 8% de *marocain*, les 4 % d'*algérien*.

## DES LANGUES ET DE L'INTERVENTION SOCIOLINGUISTIQUE A RENNES

### ***Conceptualisation et outils en questionnement***

Ces résultats posés sont essentiellement intéressants pour la recherche. Effectivement, il est utile d'avoir un point de vue de sociolinguiste sur la présence des langues à Rennes puisque cela permet à Rennes Métropole de confronter ses propres résultats avec ceux-là : à Rennes, il y a des langues parce qu'il y a des migrants... Ce qui, en revanche, a attiré l'attention des acteurs est le décalage entre des constats sur la présence de migrants, et, partant, de leurs langues, et les discours tenus sur et les langues et les migrants dans les quartiers de Rennes. On trouve là

---

<sup>4</sup> Échantillon: 53 personnes. Moyenne d'âge 24 ans (entre 21 et 33 ans). Durée: plus de la moitié vit à Rennes depuis plus de 12,5 ans et aucun depuis moins de 2 ans.

<sup>5</sup> Plus de 40%. Si on y adjoint *langues du Maghreb*, on arrive à presque 53%.

<sup>6</sup> En l'occurrence : le centre-ville, la rive nord et la rive sud.

<sup>7</sup> Si on associe « arabe » et « langues du Maghreb ». on obtient les scores suivants : Sud 16,7%, Centre 22,2% et Nord 13,9%.

matière à questionner nos outils convenus de vulgarisation, d'analyse des situations voire d'intervention.

Au-delà de la typologie des marquages (Bulot et Veschambre 2006) qui distingue le *marquage signalétique* renvoyant à toute forme d'affichage qui permet à l'individu de s'orienter dans l'espace et de lui donner du sens du *marquage langagier* ou *linguistique* correspondant à des manières de parler associées à des espaces spécifiques, c'est de fait la conceptualisation-même de la *spatialité urbaine* qui, au regard des attentes, des questionnements et de la connaissance du terrain des acteurs, a été amendée, re-questionnée. **Premier temps.** Considérant le mouvement dialectique entre espace et lieu dès lors que le langage et ou la langue sont impliqués *et qu'ils concernent les populations migrantes et ou minorées* c'est une typologie en cinq temps qui s'est co-imposée à fois aux chercheurs et aux acteurs :

1. *espace et lieu publics* dans la mesure des discriminations et hiérarchisations des espaces de référence,
2. *espace et lieu communs* pour considérer la ségrégation et la mobilité socio-spatiale,
3. *espace et lieu politiques* pour rendre compte des discours discriminants et des difficultés d'accès aux pratiques citoyennes),
4. *espace et lieu professionnels* pour dire la discrimination professionnelle et l'accès à l'emploi,
5. *espace et lieu linguistiques* pour faire état de la mémoire sociolinguistique et des accès dits impossibles aux pratiques socio-discursives valorisantes,
6. *espace et lieu identitaires* pour signaler les stratégies de territorialisation légitime ou déniée et l'accès aux espaces communs.

**Second temps.** En collaboration avec des documentaristes (en appui sur les travaux de Benoît Raoulx (2006) pour la géographie sociale), nous mettons en place la réalisation de documentaires sociolinguistiques (Alloggio *et alii*, 2007) pour espérer – via des modes d'écriture qui ne sont pas les nôtres *a fortiori* – rencontrer et agir sur les représentations, et conjointement une réflexion théorique sur ce type d'objet en sociolinguistique. En l'état, nous pensons que dans cette optique de tels objets documentaires doivent pouvoir remplir plusieurs fonctions : 1. être *visibles* pour assurer à nos recherches une visibilité sociale tant pour les autres chercheurs que pour le corps social, 2. être *lisibles* dans la mesure où agir efficacement sur les représentations, c'est aussi agir sur le transfert des concepts et analyses dans le corps social, 3. être *méthodologiques* parce qu'il faut mettre en place une appropriation critique des outils et réflexions sur la médiatisation des discours scientifiques, 4. être *scientifiques* car ils peuvent et doivent être une des modalités de la production de données analysables, de corpus comme fictions ethno-situées, et enfin 5. être *politiques* dans la mesure où ils tentent une action sur le lien social tant par l'usage d'outils de grande diffusion que par la valeur démonstrative du recours à l'image.

### ***Conceptualiser une sociolinguistique urbaine prioritaire***

Ainsi conceptualiser une sociolinguistique urbaine prioritaire, c'est engager des recherches en lien avec une politique de la ville définissant des territoires en « réparation » ou en « prévention » et en partenariat avec la mise en place des contrats urbains de cohésion sociale (CUCS 2007 : 5) ; recherches appliquées qui s'inscrivent dans une temporalité autre que celle de la recherche fondamentale (même celle sensible à la demande sociale) ; et en lien avec des diagnostics territoriaux faits par les collectivités locales et des actions de terrains visant à agir sur les représentations sociolinguistiques. Conceptualiser une sociolinguistique prioritaire – et donc l'intervention – signifie aussi accepter de prendre en compte un ensemble de pratiques et de compétences pour la recherche. Il s'agit d'accepter : a) de produire des outils et des méthodes d'intervention dont on assume une évaluation tant par les pairs que par les acteurs qui en usent, b) de théoriser et inclure dans la problématisation la subjectivation des approches dont on

assume la dimension réflexive (Heller, 2002), c) de conceptualiser les discours tant descriptifs qu'interprétatifs qui les sous-tendent comme des actes de militance scientifique dont on doit expliciter les tenants : le/la sociolinguiste a non seulement à concevoir une *théorie linguistique* (où la langue est un fait éminemment social), et à adhérer ou développer une *théorie sociale* (car analyser des situations sociolinguistiques sans projeter ces analyses sur le lien social n'a guère de sens) mais encore une *théorie politique* (car derrière le projet scientifique et social, il y a un modèle de société) et enfin d) de médiatiser des recherches en acceptant d'instrumenter ce qui peut l'être pour non seulement être accessibles aux différents acteurs (collectivités locales, associations, médias, partis politiques, élus...) mais encore transférables (et cela dans une pratique de co-gestion des outils) à ceux-ci.

#### CONCLURE : PAS D'INTERVENTION SANS CO-INTERVENTION ?

Revendiquer l'intervention (comme le font les cliniciens par exemple) sans la théoriser relève d'un positivisme latent mais bien efficace dans la mesure où cela permet aux chercheurs de notre discipline de légitimer des pratiques de recherche par leur attention critique à un terrain construit comme objectif et finalement perçu à tort comme distant de nos pratiques professionnelles. Dans ce cas, l'intervention relève sinon d'une posture discursive du moins d'une synonymie imparfaite d'applications pratiques, concrètes de théories élaborées sur des micro-faits, des micro-groupes, des micro-sociétés ; intervenir suppose une méthode et construire le discours de cette méthode est sans doute le projet théorique et professionnel le plus urgent à mener pour la sociolinguistique<sup>8</sup>. Pour revenir au présent texte, se présenter devant des élus pour leur dire que leur ville est multilingue ou plurilingue ne sert à rien car ils le savent déjà<sup>9</sup> et l'erreur la plus communément faite est que nous croyons que les acteurs sociaux veulent des outils pour agir (ce qui est sans doute vrai mais pas exclusif) alors que souvent (et aussi), ils veulent des outils pour que nous agissions avec eux, en co-élaboration. C'est pourquoi, une sociolinguistique urbaine dite prioritaire implique une co-évaluation de la demande, une co-construction des outils et une co-validation des actions.

#### BIBLIOGRAPHIE

ALLOGGIO Antonin, BULOT Thierry, DREAN Céline, MARTINS DA SILVA Joël, 2007, *Le multilinguisme à Rennes - atouts et obstacles*. Documentaire (15 mn): première diffusion le 15 novembre 2007, © Docabilly - CREDILIF - Université Rennes 2.

BULOT T., 2001, « L'essence sociolinguistique des territoires urbains : un aménagement linguistique de la ville ? », dans *Cahiers de Sociolinguistique* 6, Presses Universitaires de Rennes 2, Rennes, 5-11.

BULOT T., 2005, « Discours épilinguistique et discours topologique : une approche des rapports entre signalétique et confinement linguistique en sociolinguistique urbaine », dans *Revue de l'Université de Moncton* 36/1, Université de Moncton, Moncton, 219-255.

BULOT T., 2006, « Discrimination et processus discursifs de fragmentation des espaces urbains. Signalétique et bilinguisme », dans *Mots, traces et marques*, L'Harmattan, Paris, 97-122.

BULOT T., VESCHAMBRE V., 2006, « Introduction. La rencontre entre sociolinguistes (urbains) et géographes (sociaux) : hasard ou nécessité épistémique ? », dans *Mots, traces et marques*, L'Harmattan, Paris, 7-14.

CUCS, 2007, *Contrat Urbain de Cohésion Sociale de l'agglomération rennaise 2007-2009*, Rennes Métropole, Rennes, 74 pages.

---

<sup>8</sup> À l'instar de la sociologie entre autres (Felder, 2007).

<sup>9</sup> Les collectivités locales ont leurs sources d'informations et les moyens techniques et humains de les produire.

FELDER D., 2007, *Sociologues dans l'action (la pratique professionnelle de l'intervention)*, L'Harmattan, Paris, 286 pages.

GUESPIN L., 1985, « Introduction. Matériaux pour une glottopolitique », dans *Cahiers de Linguistique Sociale* 7, Publications de l'Université de Rouen, Mont Saint Aignan, 14-32.

HELLER M., 2002, *Éléments d'une sociolinguistique critique*, Didier (Collection LAL), Paris, 175 pages.

OFFNER J.M., POURCHEZ C. (Resp.), 2007, *La ville durable (Perspectives françaises et européennes)*, La Documentation Française, Paris, 119 pages.

RAOULX B., 2006, « Photographier les icônes-écrits urbains : la photographie comme méthode de recherche appliquée à l'exemple du marché de Las Playitas de Maracaibo (Venezuela) », dans *Mots, traces et marques*, L'Harmattan, Paris, 63-96.